

Informacions bilingüas

La Letra Occitanista

de Provença

éditoriau

LO JAUSSEMIN
DEI PÒBLES

1962. Cresegueriam virar la pagina de la colonizacion ambé lo fracàs de « l'Argeria francesa ». Lo colon laissèt plaça au borgés nacionalista butassat per lei pòbles. De Gaulle aviá comprés que la grandor anava a la bedola, e que seriá necite a França de trobar de relèus politics per lei ressorsas petrolièras e minieras qu'aviá de besonh. Metèt en plaça lo regim presidenciau que conoissèm dempuei. Lei governaments de la « França Africa » s'afairèron am'èu sens barjacar. D'Argier a Tunis e Rabat, lo Magrèb -amazig e arabisant- semblava passar aquela pontanada segrenosa e metre en plaça una democratizaciòn esperada.

De badas, corrupcion e esplecha dei bens e dei personas contunhèron au profiech dei mai riches. La reconoissença dei diversitats culturalas, dins un monde fòrça amazigofòn, siguèt reprimida.

2011. Après la revirada (esperam !) dau regim clanic tunisian e de sa borgesia sostenguda per França e totei sei regims, per lo silenci d'Euròpa e de son mercat, per la corsa a la grupia toristica, vaquí un monde que s'enaure e voù viure d'espèrsé. Lo continent Africa, aqueste breç de l'umanitat, rebuta a cha pauc lei dictaturas ajudadas o non per l'imperialisme occidentau.

E lei situacions son complèxas coma en Còsta d'Evòri : un capcan çaça l'autre? Es vengut lo temps dei pòbles ? Se la dubertura s'es facha de l'autre costat de la mediterranèa, vès l'Orient Pròchi e l'Africa Negra, la pauretat dei pòbles pica totjorn a nòstra pòrta. Es aquí la trapa per la senèstra europenca, subretot quand lei populismes creisson gràcias au vuege de proposicions. Coma ajudar de pòbles aclapats de misèria quand l'Occident contunha de practicar l'escambi inegau ?

E ara, la fractura ecologica qu'es la resulta dau sistèma d'esplecha deis òmes, dei terradors e dei nacions, degalha lei condicions de vida e renforça leis agressions socialas. Lei mars se vujan, leis energias fossilas demenisson, la corsa nucleària s'enfortis. Son lei mai paures que ne'n conoisson lei barrutladas, lei reviraments dau climat e lei consequéncias per totei leis economias tradicionalas que subrevivon au mercat mondializat. Siam arribats au ben bot d'un logica dessendada : de còps, lo sistèma productivista modelizat per leis empèris part en barigola. Quauque còp, una fendascla dins la paret laissa veire un pauc de cèu blau. De còps, sembla lo monde cambiar maugrat lei Ben Ali de totei lei país. Lo jaussemin dei pòbles es la responsa fòrta a la richessa confiscada e a la dominacion politica.

Gerard TAUTIL

(17/01/11)

Traduccion : <http://locebie.free.fr>

CHANGER DE REPUBLIQUE

C'est bien connu, en France on aime le scrutin majoritaire uninominal à deux tours. On fait même en sorte que cette logique à laquelle certains scrutins locaux, communaux et régionaux, échappaient encore soit étendue par l'élection du conseiller territorial qui remplacera en 2014, si la réforme territoriale va au bout de son application, les conseillers généraux et régionaux. On s'arrange également pour que les rares tentatives de proportionnelle instaurées, dans les scrutins de listes, soient strictement encadrées : Barre d'accession à 5% des suffrages exprimées et surprime, en nombre de sièges, à la liste majoritaire. Autrement dit malheur aux partis vaincus qui sont renvoyés au seul droit de parole et font pâle figure sur des rangs clairsemés d'une opposition souvent assommée par la défaite et le cortège de divisions et de différends qui s'en suit. C'est bien connu aussi, la Ve République instaure entre les français et le président de la République un lien particulier. Une autre règle de cette élection présidentielle, qui ne s'est jamais démentie, veut que pour réussir il faut avoir une formation politique solide derrière soi.

On arrive à une omniprésence du parti du président qui a encore été renforcée par l'inversion du calendrier voulue par Lionel Jospin (qui se voyait déjà...), les élections législatives étant désormais situées après la présidentielle. C'est soit disant logique : il faut donner au Président- nous n'avons jamais eu de Présidente-, les moyens de mettre en œuvre son programme. Effet pervers de ce système : nous avons des députés godillots. Et les tentatives de renforcer les pouvoirs du parlement -c'était un objet fort de la dernière révision constitutionnelle de 2008-, ne masquent absolument pas le fait que la Ve République a évolué en régime présidentiel sans partage, d'autant que le quinquennat pousse à l'hyper présidence.

Autre perversion de ce système aucune formation politique importante, ou déclarée comme telle, ne prendrait le risque de faire l'impasse sur cette élection majeure qui cadence toute la vie politique et permet de gérer l'Etat, c'est-à-dire dans une France toujours plus centralisée, exercer un pouvoir sans partage.

Nous le savons, en temps de crise, qu'elle soit sociale, économique et maintenant écologique, et en l'absence d'alternatives radicales de gauche crédibles, on assiste à une montée de l'extrême droite. Et là notre société est devant un problème majeur parce que le Front National n'a jamais été, avec une alternative qui maintenant pèse, aussi haut. Certains politologues ne se cachent plus et annoncent désormais, même à terme, une victoire possible pour Marine Le Pen. Un Front National qui aurait la main mise sur le pouvoir d'Etat serait une catastrophe sociétale, économique, politique sans nom. Nous avons dans notre région le triste

privège de mesurer les impacts des gestions municipales du Front National. Echecs, magouilles, tensions, affrontements... La liste exhaustive des dégâts n'est sans doute pas dressée. Nous ne pouvons qu'imaginer avec terreur ce que donnerait cette « politique » au niveau du pouvoir central ! La fin du droit du travail, de la sécurité sociale, des répressions tous azimuts, la ghettoisation des plus fragiles, des atteintes à toutes les libertés, la fin des solidarités...

S'ils ne veulent plus revivre un 21 avril, la gauche, comme les écologistes, sont face à une grande responsabilité. Celle de dégager une alternative crédible capable de se positionner en première ou en seconde position pour l'élection de 2012. Et là « Europe Ecologie-Les Verts » qui voit ses candidats à la candidature potentiels, Eva Joly comme Nicolas Hulot, plafonner au mieux à 6% ne peut pas ne pas s'interroger sur le sens d'une candidature qui porterait un risque potentiel de qualifier le Front National pour le second tour. La même question sera d'ailleurs posée au Front de Gauche et autres Mélencho-Chevènementistes.

Certes le programme, les pratiques, les actions des écologistes ne sont pas ceux du Parti Socialiste. Loin s'en faut même. Mais si avec le Front de Gauche, nous nous retrouvons dans les mêmes majorités régionales ou municipales, c'est bien parce que ce qui nous rapproche constitue un socle programmatique et politique fort, négocié dans la transparence et en fonction des résultats des uns et des autres. Comment, alors que nous nous parlons au sein de ces majorités, nous n'aborderions pas, de façon plus unitaire, la difficile question de la présidentielle 2012 ? Comment ne pas analyser ensemble le risque frontiste et en tirer les conclusions, toutes les conclusions ?

Si la mouvance écologiste devait faire l'impasse sur la présidentielle, elle ne pourrait le faire qu'avec un engagement ferme et fort de la part de ses partenaires de gauche. La Sixième République, avec un parlement rétabli dans ses droits, avec une représentation digne et vraiment proportionnelle des groupes politiques, une parité voulue et réelle, une démocratie locale participative qui s'appuie sur les communes, les regroupements communaux, les pays, les régions, une recherche de consensus fondé sur l'éthique et l'intérêt général, une Europe redéfinie en espace de solidarités, c'est cela que nous voulons. Loin du régime présidentiel et du centralisme exacerbé qui en découle. Centraliser les pouvoirs entre très peu de mains c'est prendre un risque énorme : Celui de voir un jour l'extrémisme de droite confisquer ce pouvoir. Il faut casser cette logique infernale et cela passe par un positionnement original et fort des écologistes et des régionalistes en 2012, comme par une écoute attentive et respectueuse de tous leurs partenaires. Les conditions seront-elles remplies ? Débat à suivre.

Hervé GUERRERA

DORSIER "GAS DE SISTRE" - LO CEBIER

Ce mode d'exploitation des gaz de schiste dont nous nous faisons l'écho est la dernière cartouche que le lobby pétrolier joue face à la crise du pétrole. C'est l'ensemble des pays occitans qui est touché : Aveyron, Ardèche, Drôme, Gard, Alpes de Haute Provence, Vaucluse, Var... Dans l'espace occitan, des communes disent non. Au Larzac la résistance s'organise. Dans le Vaucluse, le maire de Gargas vient de refuser l'exploitation sur sa commune. Il faudrait à présent que les conseils régionaux, à l'image de celui de Rhône-Alpes, prennent position. Seule une résistance large et populaire pourra faire reculer Total et Cie. Un front occitan anti-gaz de schiste, proposant des énergies alternatives peut se structurer.

MODE D'EXPLOITATION DES GAZ DE SCHISTE : MEFI !

LEI GAS DE SISTRE, QU'ES AQUÒ ?

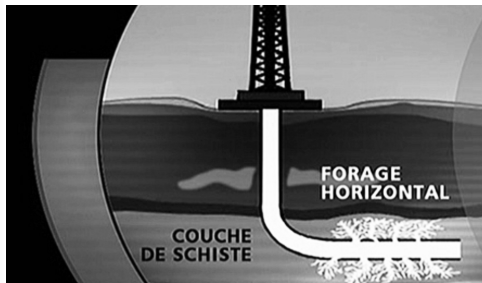
L'inquiétude gagnait : les grands gisements d'énergies fossiles (gaz et pétrole) se tarissaient.

Nous voilà rassurés : la récupération des micros poches des "gaz de schistes" emprisonnées dans les roches sédimentaires compactes et imperméables devient désormais « rentable ». Aux Etats-Unis, où les contraintes environnementales ne sont pas très contraignantes et où le sous-sol appartient aux propriétaires du sol, l'exploitation de ces gaz est en plein boom.

BORLOO GAZMAN, LE DETONATEUR

Avec les milliards de mètres cubes pressentis, les réserves mondiales des "gaz de schistes" représenteraient quatre fois les ressources en gaz conventionnel. La suprématie actuelle de la Russie et du Moyen-Orient risque d'être remise en question. Tout cela, bien sûr, excite l'appétit des grandes compagnies pétrolières et gazières (voir encarté ci-joint). Pour certains "experts", leur exploitation pourrait assurer l'indépendance énergétique de l'Europe et de la France. On devrait pavoiser ! Or c'est avec une discrétion certaine qu'en 2009 et 2010, M. Borloo Gazman, grand écolo devant l'éternel, alors ministre de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer a accordé à plusieurs compagnies pétrolières des permis de recherche de gaz de schistes sur un territoire de plusieurs milliers de km². De quoi s'interroger...

APOCALIPSI DEMAN ?



Après une phase de prospection assez rapide, l'extraction des gaz de schistes peut commencer très rapidement. Ceux qui pourraient devenir les nouveaux Chevaliers de l'Apocalypse sont déjà à pied d'œuvre et les travaux de prospection devraient

débuter à Villeneuve de Berg (07) au 1^{er} trimestre 2011 et à Valvignères (07) en 2012.

Outre le fait qu'elle aurait pour conséquence plus que probable de mettre en question tout développement des énergies renouvelables, la fracturation hydraulique des roches qui permet l'extraction des gaz de schiste, est très loin d'être respectueuse de l'environnement.

Pour récupérer ces micros poches, on fore des puits à 2 ou 3000 mètres de profondeur. Pour faire remonter le gaz à la surface, on envoie à très haute pression un mélange d'eau (7 à 15 millions de litres à chaque "frack"), du sable et des produits chimiques très dangereux. Chaque puits peut être fracturé jusqu'à 14 fois puis on déménage 200 à 500 mètres plus loin. La partie du liquide de fracturation récupérée en surface doit être traitée, le reste s'en va polluer le sous-sol...

Aux énormes quantités d'eau nécessaires (alors que nos régions souffrent chaque été de sécheresse), s'ajoutent la pollution de l'air, la valse des camions (pour chaque "frack", deux cents allers et retours de camions sont nécessaires au transport des matériaux de chantier, de l'eau, puis du gaz), la transformation totale des paysages et la destruction d'un équilibre

écologique millénaire (Voir à ce sujet l'impressionnant film **Gazland** qui montre les dégâts occasionnés aux Etats-Unis).

<http://www.tvqc.com/2010/12/gasland-en-streaming-documentaire-sur-le-gaz-de-schiste/>

RESISTÈNCIA !

Aux Etats-Unis, au Canada, la résistance s'organise. Chez nous, la mobilisation se met en place : premières réunions publiques, conférences de presse, appel à signer la pétition.

<http://www.lapetition.be/en-ligne/contre-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-8997.html>

et à participer à la cyber-actions : <http://www.cyberacteurs.org/actions>

Le Conseil régional de Rhône-Alpes. a d'ailleurs adopté en octobre 2010 un vœu demandant à l'État l'annulation des deux arrêtés ministériels accordant à Total d'une part et Schuepbach et GDF Suez, d'autre part, des permis de recherche de gaz de schistes. Le Conseil Général de l'Ardèche devrait suivre prochainement. Plusieurs communes, Villeneuve de Berg, Larnas, Lagorce en Ardèche, **Gargas** (eh oui, !) dans le Vaucluse, Sainte Eulalie du Cernon en Aveyron et beaucoup d'autres encore sans doute demandent un moratoire sur la prospection.

Considérant une fois encore, que comme pour le nucléaire, comme pour ITER, les décisions sont prises d'en haut, sans concertation des citoyens, considérant que l'exploitation du gaz de schistes présente actuellement des risques environnementaux majeurs, **le Comité Drôme-Ardèche du Partit Occitan**, demande :

- ✓ à l'Etat d'annuler les autorisations de recherche de gaz de schistes.
- ✓ aux communes concernées de demander l'arrêt de la prospection et d'organiser très rapidement des débats publics, comme l'exigent les procédures en matière de mines et d'hydrocarbures,
- ✓ aux citoyens de signer la pétition, de diffuser l'information, de faire pression sur leurs élus, de mettre en place partout des comités de vigilance comme à Saint-Jean-de-Bruel (12) et à Montélimar (26) et de les fédérer pour organiser la résistance.

LES GRANDES MANŒUVRES DES CHEVALIERS DE L'APOCALYPSE LA VALSE DES MILLIONS

Depuis 5 ans, c'est la valse des fusions acquisitions à coup de milliards pour les compagnies pétrolières et gazières. **Total**, qui doit prospecter plus de 4000 km² entre Montélimar, Nîmes, Montpellier et Alès, a beaucoup investi pour s'associer avec **Chesapeake Energy**, le 2^{ème} producteur de gaz naturel des EU.

Au niveau local, les sociétés se sont engagées à dépenser de fortes sommes pendant les 3 ans que durera la prospection. Pour le permis de Villeneuve de Berg en Ardèche, cela représente 14 319 € par km² et par an seulement pour la recherche.

Face à de tels enjeux économiques et financiers, que devient le souci environnemental ?

Seule une levée de boucliers citoyenne, peut éviter un tel désastre.

LES ZONES CONCERNÉES

Une grande partie des permis attribués par Borloo GAZMAN, sont dans l'espace occitan.

Arrêtés du 1/3/2010 pour le **Permis de Montélimar** (26, 07 et 30) (Total) sur 4327 km², le **Permis de Villeneuve de Berg** (07) (GDF & Schuepbach Energy) sur 931 km², celui de **Nant** (12) – 4414 km² (voir carte). D'autres permis accordés en 2009 dans le **Languedoc** (11 et 34), en **Aquitaine** (33 et 40).

En Provence, **Permis de Gardanne** (13) prolongé en 2010, **Permis N°1593 de Gargas** (84 et 13) (Tethys Oil)- 870 km², Permis de Brignoles (83, 04 et 06) (Schuepbach E) sur 6781 km².

D'autres régions sont concernées comme la Savoie, l'Alsace, la Moselle, la Nord, Bassin Parisien.

D'après le Bulletin d'Information du Bureau Exploration Production des Hydrocarbures N°36 de janvier 2010 émanant du Ministère de l'Ecologie.

Gilbert BRAWANSKI

■ PANEUS DE COMUNAS Récapitulatif sur la Région L.R

Sur les 1545 communes de la Région L.R, nous en avons recensées 1287 soit 95.68% environ. Il y aurait 140 panneaux en occitan à l'entrée des communes soit 10.41%.

Nous possédons d'ores et déjà les photos de 106 communes.

Cela nous donne 14.61% de panneaux en occitan dans l'Aude, 5.67% dans le Gard, 13.99% dans l'Hérault, 3.76% en Lozère, 1 panneau soit 4% dans les Pyrénées Orientales. Nous poursuivons notre enquête.

A l'heure actuelle, nous avons recensé plus de 5 800 communes.

N°	Département	Nbre Comm	Comm Occit	Comm recensées	Pan OC	pas Pan OC	Photos	% Pan OC	Reste
11	Aude	438	438	428	64	364	57	14.61	10
30	Gard	353	353	343	20	323	15	5.67	10
34	Hérault	343	343	320	48	272	29	13.99	23
48	Lozère	185	186	171	7	164	4	3.76	15
66	Pyrénées-Or.	226	25	25	1	24	1	4.00	0
T.	Région L-R	1545	1345	1287	140	1147	106	10.41	58

Cantonales, mars 2011.**Toulon 9. La candidature
du Partit Occitan-Europe Ecologie Les Verts
soutenue par le Parti Socialiste****« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité,
mais la protection de la minorité »**

Malgré une dernière offensive de Parlementaires contre la réforme des Collectivités Locales, la loi tant souhaitée par M. Sarkozy a finalement été promulguée le 16 décembre dernier. La réforme qui avait été annoncée le 25 septembre 2008 à Toulon par le Chef de l'Etat en présence de l'ancien Président du Conseil Général du Var et actuel Maire de Toulon M. Hubert Falco est entrée en vigueur, le code électoral ayant été modifié dans la foulée.

La création des Conseillers Territoriaux est prévue en 2014. Mais le mode de désignation des futurs Conseillers Généraux, ceux pour qui les Français vont voter les 20 et 27 mars prochains, sera celui des futurs Conseillers Territoriaux. Le seuil de maintien pour le deuxième tour est réévalué à la hausse. Il faudra non plus obtenir 10% du nombre des inscrits mais 12,5% ou bien arriver parmi les deux premiers candidats. Quand on sait que les cantonales ne mobilisent qu'environ 50% des électeurs, il faudra désormais recueillir autour de 25% des suffrages pour espérer se maintenir contre environ 20% avant la réforme ! Cette mesure vise à réduire l'offre électorale au deuxième

tour et aura pour conséquence de diminuer la représentation démocratique au sein du Conseil Général. Seuls les grands appareils politiques que l'on connaît auront droit de siéger.

Avec l'UMP au pouvoir, on se dirige de plus en plus vers un système « démocratique » à l'américaine fondé sur le bipartisme excluant de la représentation citoyenne un nombre important de sensibilités. Pourtant comme le faisait remarquer Albert Camus : « La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité ». Le combat pour la préservation et la valorisation de la diversité, qu'elle soit biologique, culturelle ou intellectuelle est au cœur de mon engagement politique. Je souhaite que la pluralité des courants de pensée démocratiques puisse être représentée dans les Conseils Généraux et au-delà dans tous les hémicycles de la République.

J'invite tous les défenseurs de la pluralité à me rejoindre et à mener bataille contre cette régression démocratique dès le mois de mars. Les élections cantonales de 2011 doivent sanctionner la majorité présidentielle et ses représentants locaux tout en empêchant une confrontation au deuxième tour UMP / FN.



Pierre COSTA

L'Ecosse, un exemple pour l'Occitanie ?

Malgré la récession économique et la diminution du budget pour l'année à venir, le Gouvernement autonome écossais a décidé de soutenir son effort en faveur de la langue gaélique en votant pour l'année 2011 une enveloppe totale de 29 428 000 € afin de « créer une nouvelle génération de locuteurs de gaélique et assurer l'avenir de la langue ».

Cet effort est considérable quand on sait que seulement 60 000 Ecossais, selon une enquête de 2006, parlent cette langue celtique cousine de l'irlandais, alors que la population totale de l'Ecosse est de 5 Millions d'habitants (1,2% de la population).

RESISTANCES**« D'ACCORD POUR LES FLEURS
ET LES PHOTOS
MAIS PAS PLUS, CAR PAS D'AFFINITES... »**

C'est sûrement ce que pensait la députée UMP de la 6^e circonscription du var Josette PONS venue assister « comme d'habitude » à l'hommage rendu aux dix maquisards assassinés par les nazis à la ferme de La Limatte, près de Signes dans le Var, le 2 janvier 1944.

Claude Roddier, présidente départementale de l'ANACR, a cru bon de rappeler à cette occasion que les résistants se battaient aussi pour un monde meilleur concrétisé à la libération par le programme du Conseil national de la Résistance ; et de rappeler les attaques de la majorité actuelle contre les retraites et la sécurité sociale.

La députée sarkosiste quittait alors la tribune et la salle sans attendre la fin du discours, suivie quelques instants plus tard (carrière oblige) par le représentant du préfet.

Nous ne pouvons que condamner le comportement de l'élue et du représentant du Préfet du Var. Nous sommes solidaires du discours de Claude Roddier qui enfin redonne du sens à cette cérémonie, en reliant le combat des jeunes de 1944 à celui des jeunes de 2011, toujours pour le droit au bonheur, à la santé dans un environnement sain, au travail, au logement, à la culture et à la différence.

Parions qu'il y aura beaucoup plus de monde l'année prochaine à la ferme de La Limatte, plus de jeunes qui se sentiront, eux aussi, « résistants ».

Robert GAGO

l'Ecosse qui est gérée depuis 2007 par le Parti Nationaliste Ecossais (SNP). Le gaélique dispose du statut de langue officielle en Ecosse depuis 2005 et est protégé par la Grande-Bretagne grâce à la Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires.

Qu'en est-il en Occitanie ? En 2009, la région occitane qui investissait le plus en faveur de la langue « régionale » était la Région Languedoc-Roussillon avec un budget annuel de 2,6 Millions d'Euro (occitan et catalan) pour une population de 2,6 Millions habitants soit un investissement de 1 € par habitant devant Midi-Pyrénées avec un budget annuel de 1,3 Millions d'Euros pour une population de 2,8 Millions d'habitants soit un investissement inférieur à 0, 50€ par habitant.

Les régions occitanes peuvent-elles arriver à un même niveau d'engagement que l'Ecosse? Oui et non. Ce qui est certain, c'est qu'elles sont loin aujourd'hui d'avoir atteint le maximum de ce qu'elles peuvent faire. Le Conseil Régional de Bretagne (à 4 départements), qui jouit du même statut que les Régions occitanes, injecte lui chaque année la somme de 7 Millions d'Euro soit 2, 4€ par habitant.

Cependant, les régions occitanes pourront doubler ou tripler le budget en faveur de l'occitan, cela ne renversera pas la courbe des locuteurs, au mieux elle la stabilisera. Quand il ne restera plus que 10% de locuteurs, on fabriquera autant de locuteurs qu'il en disparaîtra.

Pour renverser efficacement la donne, il faut changer le statut des régions, leur donner un vrai pouvoir politique autonome, disposer d'un budget très largement supérieur à ce qu'elles ont à l'heure actuelle et leur transférer une partie du pouvoir législatif.

Le problème de base à l'avenir de l'occitan est la volonté politique. Contrairement à l'Ecosse, les régions occitanes sont gérées par des partis franchimands (PS ou UMP) qui n'ont au mieux qu'un intérêt secondaire pour la langue occitane. Que l'on ne se trompe pas dans l'engagement politique. Tout comme pour les problèmes écologiques qui ne seront résolus que si les écologistes et Europe-Ecologie pèsent politiquement, la langue occitane aura un avenir si les occitanistes et le Partit Occitan comptent dans les hémicycles.

P. C.

En Provence, une langue en partage : Le TAMAZIGHT



Au cours du nouvel an Amazigh, le Yeanyer, Pèire Costa, a rencontré et interviewé le Président de l'association Amizigh Zari, implantée à Marseille, en terre occitane.

- Pèire : Khalid, bonjour. Tu es le Président de l'Association Amizigh Zari. Peux tu nous expliquer ce qu'est la culture amazigh ainsi que nous présenter le yeanyer ?

- Khalid : Azul (bonjour en tamazight). Le Yeanyer c'est le nouvel an du calendrier Amigh. Le 13 janvier 2011 on fête le 1 jour de l'année 2961. Zari est une association très jeune (un an d'existence) qui se trouve à Marseille. On essaie de défendre comme on peut la culture tamazight sur les Bouches-du-Rhône. On soutient toutes les luttes du Peuple Amazigh dans le nord de l'Afrique (au Maroc, en Algérie, en Lybie, au Niger, au Burkina-Faso, etc). On soutient également tous les Peuples de la Planète en quête de liberté : les Kurdes, les Occitans, les Catalans, les Corses, etc. Le Tamazight est une langue reconnue par l'ONU comme une langue menacée de disparition. Il ne reste que peu de temps pour la sauver. C'est un héritage qui appartient à l'humanité entière et non seulement aux Amazighs.

- Pèire : A combien estime t'on le nombre d'Amazigh en Provence ?

- Khalid : Je n'ai bien sûr pas de chiffres officiels. En France les Amzighs n'existent pas. Pas plus d'ailleurs que les Occitans, les Basques ou les Bretons. Je sais seulement qu'à Paris on estime que sur 11 personnes on compte 1 Amazigh. Selon le Congrès Mondial Amazigh, il y aurait 2 millions d'Amazighs en France et 4 millions en Europe. Quand on compare ce dernier chiffre à la population de certains pays de l'Union Européenne, on se rend compte que les Amazighs ne sont pas une minorité. Et pourtant la France ne reconnaît pas les Amazighs et

collabore même avec les Etats d'Afrique du Nord qui participe à la disparition de l'identité tamazight. On est en droit de se demander ce que fait la France de ses grands principes pour les Droits de l'Homme et le Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes.

- Pèire : Quelle est la situation de l'enseignement du tamazight en pays Amazigh et en France ?

- Khalid : Peut-être que c'est dû au fait que la Catalogne est un territoire autonome qui gère notamment l'enseignement. Les Catalans sont un Peuple un peu comme nous les Amazighs. La situation de leur langue est semblable à la nôtre. Je crois qu'ils comprennent notre situation, notre douleur de voir perdre notre langue. D'ailleurs, les échanges entre Catalans et Amazighs sont de plus en plus importants. Quand on ressent la même douleur, on peut défendre la même chose, se venir en aide.

- Pèire : Ici, comme tu sais on est en Provence, en Pays d'Oc. A Marseille il existe quelques structures occitanes. Avez-vous des relations avec ?

- Khalid : Comme je l'ai dit, Zari est une association très jeune et moi je suis depuis peu à Marseille. Mais depuis notre première manifestation le 18 avril, sur Marseille, à la mémoire du Printemps Berbère, nous avons reçu beaucoup de soutien des Occitans. Des représentants du Partit Occitan sont venus par exemple au colloque que nous avons organisé avec les Kurdes cet automne. Maintenant que les ponts sont construits avec les Occitans, nous envisageons de faire une grande marche des Peuples en quête de liberté au début du printemps 2011 afin de réunir les Amazighs, les Kurdes, les Rroms, les Corses et bien sûr les Occitans qui vivent à Marseille. Avec les Occitans nous parlons le même langage.

- Pèire : Les Amazighs qui vivent en Europe ont-ils un rôle à jouer dans la lutte pour l'émancipation du Peuple Amazigh ?

- Khalid : Oui. Un très grand rôle. Nous avons maintenant de nombreux intellectuels, de nombreux cadres qui ont appris ce qu'est la démocratie. Ils connaissent aussi très bien la réalité de culture amazight et savent parfaitement que les Amazighs ne sont pas des Arabes. »

Identitat

*Maí, onte sies pòple venci ?
E coma, te sies desdralhat ?
Resta pas, encuei, endurmit,
Mema se l'esquina, as clinat !
E ! pechon, ta lenga matrala,
Escota ben, te l'an chaplaa.
Lo chant d'amor que l'acompanha,
Es lo sageu d'Occitània !
Lo sang, a jalonat ta dralha,
E tu, mon vielh monde catar,
Un jorn chaurà
Te redreçar !*

*La mazurka ven de Provença,
Dau Dauphinat, lo rigaudon.
E tu gapian, de còps trentalhas,
Sies d'eilavau ? Sies d'eilmont ?
As lo pè ben tancat sus terra,
E de las Aups, gardas l'atrach ;
Dels trobadors ven ta cultura,
L'Occitània es ton estach !
Amont encar, l'i a l'immortala.
E tu, mon galhard montanhard,
Un jorn chaurà
T'en avisar !*

*Ton sortire com'un soleu,
E lo pièu revòtat de bísas,
Au fons de l'uelh, O! macareu,
Aqueu beluc, que tant m'aviva !
La vòlha tot' engalhardia,
Batenta, lo front auçat,
Quilha-te leu, Occitània,
Que me gardo l'identitat ! (gardiu)
Franc davant, l'i a la bona dralha
E tu, mon pòpl' occitan,
Lo jorn arriba,
Vai, pren ton vam !*

Andrieu FAURE, Gap. (25 nov 2010)
Traduccion : <http://locebie.free.fr>



Vòt de sosten a la comuna de Vilanòva de Magalona

**Conseil Régional Midi-Pyrénées.
Assemblée plénière du 20 décembre,
Proposition de voeu présenté
par le groupe Europe Ecologie**

« Le 12 octobre 2010, le tribunal administratif de Montpellier a condamné la commune de Villeneuve-lès-Maguelone / Vilanòva de Magalona pour avoir placé un panneau d'entrée de sa ville en occitan en dessous de son équivalent en français. Parmi les arguments du tribunal pour ordonner l'enlèvement des panneaux en occitan, la sécurité et le code de la route, mais aussi l'intérêt général qui ne pourrait justifier la présence

de ces panneaux. Pourtant la commune de Villeneuve-Lès-Magalona en posant

ces panneaux a mis en œuvre une action de protection du patrimoine de la France, selon les termes de la constitution dans son article 75-1, et remémorer ainsi le nom occitan, Vilanòva de Magalona, usité par les habitants depuis plusieurs siècles. Notre région a défini une politique de promotion et de développement de l'occitan, en partenariat avec l'Etat, les départements et les villes préfectures. La socialisation de la langue en est un axe important, et la signalétique bilingue français-occitan un moyen efficace pour faire figurer l'occitan dans l'espace public. De nombreuses communes ont déjà opté pour une signalisation bilingue à l'entrée de ville, comme cela se pratique également en

Bretagne, en Catalogne ou au Pays-Basque.

La région Midi-Pyrénées soutient le maire et le conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone / Vilanòva de Magalona dans la mise en place de panneaux bilingues. Elle souhaite qu'une évolution du cadre législatif permette aux collectivités d'afficher publiquement la langue occitane sur la signalisation routière. »

Vilanòva de Magalona se tròba dins la Region « Lengadòc-Roselhon », dins Eraut. Lo Conselh regionau de Miegjorn-Pirenèus pren una decision de sostenir lo conse de la comuna. Esperam tojorn lo sosten de la Region Provença ambé son president M.Vauzelle.

Lo Cebier n°121 La letra occitanista

Directeur de publication : Gérard Tautil
ISSN.1150-6075 - CPPAP : 72720
N° 121 - Dépôt legal : Janvier 2011
Imprimerie Marim -Toulon
Ont participé à ce n°121 : Gilbert Brawanski,
Pèire Costa, Andrieu Faure, Robèrt Gago,
Arvèi Guerrero, Gerard Tautil.
Photos : Pèire Costa

❖ **Pour vous abonner et adhérer au P.O.C une même adresse :**
Région Provence / Lo Cebier
BP2 - 84400 GARGAS cedex
6N°/15 € - Soutien : 20 € - 3 abon. groupés : 35 €
Tout chèque à l'ordre de « Région Provence »

❖ **Pour la librairie :**
Commandes : Lo Cebier (librariá)
BP 37 - 83870 SIGNES cedex
<http://locebie.free.fr> (rubrique « botica »)
(chèque à l'ordre de « Région Provence »)

J'adhère au Partit Occitan

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Adhésion selon revenus :

Moins du Smic : 15€

Moins de 1500€ : 30€

Plus de 1500€ : 50€

Chèque à l'ordre de « Partit Occitan »

**Adresser à « Région Provence » BP2
84400 Gargas**